

CULTURE ET LIBERATION NATIONALE EN AFRIQUE

FRANÇOIS RAJAOSON (1)

Parler de la culture et de la libération nationale suppose une interrogation sur le rôle de la culture dans la reproduction sociale, ou encore une approche de la relation dialectique entre le domaine culturel et la base socio-économique dans une société en devenir.

D'entrée en jeu, force nous est de reconnaître que définir la culture, réalité d'une richesse inépuisable, serait une gageure. Néanmoins, pour avoir un point de repère dans nos discussions, disons que la culture représente l'ensemble des manières de vivre dans une société, c'est-à-dire, les manières d'agir, de penser et de sentir dans une perspective dynamique.

Choisir la libération nationale en Afrique dans sa confrontation avec la culture comme thème de réflexion, renvoie au contexte global de la situation coloniale. Faut-il rappeler encore une fois que presque tous les pays africains ont été colonisés par les puissances européennes? Il s'agit donc essentiellement de rendre compte des dimensions culturelles du processus de libération nationale menée par les peuples africains. Le thème de libération nationale peut revêtir plusieurs sens, nous le prenons ici comme l'itinéraire d'un peuple dominé en lutte pour sa libération totale contre le colonialisme, le racisme et l'impérialisme.

Compte-tenu des situations diversifiées en Afrique, ainsi que des conditions objectives et subjectives dans chaque pays, la libération nationale se manifeste selon trois phases qui peuvent se déployer parallèlement à savoir : les mouvements anticolonialistes débouchant sur la décolonisation, la lutte contre le néo-colonialisme dans le cadre des indépendances formelles, et la lutte anti-impérialiste pour une indépendance authentique visant à la libération totale.

Cette libération totale comprend plusieurs dimensions vécues et perçues différemment par chaque peuple selon les moments de l'histoire. Ici, c'est la

(1) Communication présentée au IV^e symposium régional ; OUA - Addis-Abeba 4-8 oct. 1982.

revendication culturelle menée par une certaine intelligentsia qui déclenche le sentiment nationaliste latent chez les masses populaires ; là ce sont les syndicats ouvriers et les partis politiques qui dirigent la lutte anticolonialiste.

Dans une autre perspective et à la lumière des exemples historiques africains, on peut caractériser la libération nationale, en tant que mouvement global d'un peuple dominé, par l'itinéraire suivant :

- .. Libération politique, thème avancé au moment de la décolonisation ;
- .. Libération économique, cheval de bataille pendant la période néocoloniale ;
- .. Libération culturelle vécue comme libération silencieuse mais permanente et véhiculant ce qu'on appelle aussi «révolution culturelle».

La politique, l'économie et la culture évoluent en relation dialectique dans la dynamique de la société globale constituée par le développement des forces productives et la transformation corrélative des rapports de production. La culture se déploie dans un système socio-politique dont elle fait partie et qui conditionne son épanouissement, réciproquement, le système socio-politique est influencé par la culture dans son développement.

A la lumière de ces considérations théoriques générales et nécessairement schématiques, nous nous proposons de rendre compte de la relation décolonisation/culture, ensuite nous tâcherons de mettre en relief les cultures africaines diversifiées en confrontation avec une culture dominante planétarisée ; enfin, nous tenterons de dégager des éléments d'analyse sur l'école comme foyer de culture par excellence en Afrique.

I — DECOLONISATION ET CULTURE

Le phénomène colonial est une réalité ancienne. On connaît toute la littérature sur les anciens empires en Asie, en Europe et même en Afrique. Dans le colonialisme ancien, malgré les révoltes sporadiques des populations dominées, la décolonisation fut souvent le fait de causes externes, en ce sens que la destruction ou la désagrégation de l'empire colonial d'alors a été provoquée souvent par des forces extérieures, mais non par le mouvement continu d'une révolte interne. Par contre, dans le colonialisme moderne qui nous intéresse ici, la décolonisation résulte en grande partie de la lutte de libération, menée par les différents peuples dominés ; il est vrai que la lutte des classes au niveau des pays dominateurs et le contexte socio-économique international ont aussi contribué à l'accélération du phénomène de décolonisation au milieu du XXème siècle.

S'agissant de l'Afrique, il n'est pas superflu de rappeler que c'est surtout autour de la 2ème guerre mondiale que se déclenchèrent la plupart des mouvements nationalistes ayant débouché sur la décolonisation.

La décolonisation en Afrique, en tant que résultat d'un processus de libération nationale, n'a pas été uniforme quant à son contenu. En effet, malgré le caractère commun du phénomène de domination, l'on constate une diversité dans la politique coloniale appliquée en Afrique, respectivement, par les empires anglais, français, belge et portugais.

Cette diversité dans la stratégie des occupants, confrontée avec les conditions objectives et subjectives vécues par chaque peuple, a déterminé l'orientation et le contenu des luttes entreprises par les populations colonisées. Ici, il y a les indépendances arrachées après une lutte armée ; là, nous avons les indépendances dites octroyées, mais en fait, résultant des résistances populaires de plusieurs années et récupérées par des classes réactionnaires collaborant avec les puissances dominatrices.

Beaucoup de choses ont été dites sur l'appréciation-critique du contenu des indépendances en Afrique. A cet égard, on a souvent évoqué les aspects politique et économique de la question. Sans minimiser l'importance des problèmes politico-économiques, nous avons opté dans ce passage de privilégier les dimensions culturelles de la décolonisation considérée comme une étape de la libération nationale toujours en train de se réaliser.

L'exploitation économique des pays dominés perpétrée par les puissances coloniales avait besoin d'une oppression politico-culturelle. Autrement dit, l'introduction d'un modèle de culture étranger et aliénant chez les populations autochtones fait partie de tout un système, à savoir, tout le dispositif colonial visant à dominer sur tous les plans.

Le modèle de civilisation imposé aux autochtones était conçu pour changer l'ensemble de leurs manières de vivre, c'est-à-dire, les manières d'agir de penser et de sentir. Généralement, cette oppression culturelle s'articulait dans la société globale autour de quelques points d'impact, entr'autres, l'école, la religion, la langue, l'information.

Devant la politique culturelle imposée par les puissances coloniales, l'on rencontre à la fin une uniformité et une diversité dans les réactions des populations colonisées en Afrique.

L'uniformité des réactions est véhiculée par la valorisation de la culture africaine au sens large, ce qui a mené vers le panafricanisme culturel avec des variantes comme la négritude ou le panarabisme. Cependant, peut-on valablement imaginer une culture africaine uniforme qui présiderait à l'ensemble des manières de vivre sur tout le continent.

A ce propos, on ne saurait trop insister sur la variété des situations internes à chaque communauté africaine avant la colonisation. Il est vrai que certains pays possédaient déjà avant l'intrusion du phénomène colonial des organisations sociales de type centralisé, à telle enseigne que l'on pouvait y appliquer le concept de culture nationale, de surcroît, cimenté par une langue nationale ; avec quelques réserves, il s'agit des cas de l'Egypte, du Maroc, de l'Ethiopie et de Madagascar.

Par contre, d'autres pays abritaient des communautés coupées arbitrairement par les frontières coloniales, l'exemple achevé est constitué par la Gambie, territoire enclavé dans le Sénégal. Enfin, il convient de rappeler la complexité et l'acuité de la situation respective des différentes populations dominées en Afrique du Sud.

Selon leur créativité et leur tradition respectives, les différents peuples africains ont réagi diversement contre le viol culturel perpétré par le colonialisme. Néanmoins, on retrouve encore des lieux de résonance commune à ces réactions à partir des points d'impact privilégiés par le dispositif colonial.

Il y a d'abord la résistance culturelle des masses populaires non perméables au modèle de civilisation occidental imposé ; ceci s'est traduit par le maintien des coutumes ancestrales et le retour ostentatoire aux pratiques traditionnelles.

En ce qui concerne Madagascar, l'exemple assez connu est constitué par la pérennité du culte des ancêtres, et cela malgré l'action contraire déployée par les institutions chrétiennes véhiculant les valeurs occidentales.

Le *Famadihana* (1), coutume funéraire à Madagascar, constitue le rituel par excellence où l'on retrouve la valorisation des croyances, des chansons et danses traditionnelles, le tout signifiant le refus inconscient des valeurs culturelles occidentales.

L'école est également à considérer comme une source de résistance culturelle pendant le processus de décolonisation. Dans certaines situations, les revendications des intellectuels, se traduisant par le retour aux sources et la valorisation de la langue nationale, ont battu en brèche la pénétration culturelle européenne. Ainsi donc, des intellectuels, produits de l'école coloniale et destinés à véhiculer auprès des masses le mode de culture occidentale, ont souvent retourné leur savoir pour formaliser les aspirations des populations dominées et pour conscientiser les organisations politiques et syndicales. Il est vrai que d'autres intellectuels ont également adopté le style de vie occidental après le passage par l'institution scolaire.

Sur le plan religieux en Afrique, il convient de noter la répartition différentielle selon les régions des trois constantes suivantes, en l'espèce les religions traditionnelles, l'islam et le christianisme. Dans leur œuvre d'évangélisation, les missions chrétiennes ont contribué largement à la diffusion des valeurs culturelles européennes. Ici encore, on rencontre des éléments ou des adeptes formés par les institutions chrétiennes qui ont intériorisé leur croyance nouvelle en vue de provoquer une novation sur le plan religieux, voire une action militante. Les exemples historiques de pasteurs ou de prêtres engagés dans les mouvements nationalistes sont légion, on peut évoquer notamment la situation des religieux

(1) Le *Famadihana* traduit improprement par retournement des morts, est une variété des doubles obsèques pratiquée dans les Hauts-Plateaux de Madagascar. Un an au moins après le 1er enterrement, le cadavre peut être considéré comme « sec », et on peut pratiquer le *Famadihana* en l'enveloppant avec de nouveaux linceuls. Ce rituel véhicule des dimensions économique et religieuse (prestations, festins, réjouissances, culte du mort).

dans l'église militante en Azanie et en Namibie. Certes, il ne faut pas oublier l'existence des éléments qui ont choisi l'autre camp, c'est-à-dire, celui des dominateurs.

La lutte de libération nationale, dont la décolonisation n'est qu'une phase, véhicule des dimensions culturelles et intellectuelles en relation dialectique avec le système socio-économique. A cet égard, on ne saurait imaginer un mouvement culturel en dehors de la base économique et matérielle qui rend possible son déploiement ; et réciproquement, les éléments culturels interviennent activement dans la dynamique de la société globale.

Depuis les indépendances de la plupart des pays africains au cours des années 60, la lutte pour l'indépendance authentique ou la libération totale se poursuit, ses dimensions culturelles revêtent un aspect qualitatif nouveau. En effet, le contenu du débat sur le plan culturel ne peut plus être le même dans un monde en crise où le développement sans précédent de la technologie tend à orienter, voire à embrigader les créations culturelles.

II — CULTURE PLANETARISEE ET CULTURE PLURALISEE

Depuis les débats politiques des années 60 portant sur le contenu de l'indépendance dans les anciennes colonies en Afrique, le thème de la libération économique a été constamment soulevé après la crise provoquée par le problème pétrolier des années 1973-1974, le combat pour un nouvel ordre économique international ne cesse de mobiliser les représentants du tiers-monde. Dans ce contexte mondial, où sont confrontés les pays riches industrialisés et les pays pauvres dominés, se pose également la question de la libération culturelle.

L'emprise économique des pays riches sur le plan mondial, due au développement du mode de production capitaliste, se traduit par une tendance à l'uniformisation de la culture au niveau mondial. En ce sens que malgré la déclaration de principe sur la reconnaissance des identités culturelles ou de la pluralité des cultures, on glisse en fait vers la planétarisation de la culture. En l'occurrence, il convient de souligner le développement sans précédent des moyens de communications de masse, comme la radio-télévision, le cinéma, et la presse écrite. Par ailleurs l'informatique et les recherches de pointe tendent de plus en plus à inonder la planète de leurs retombées. Toutes les connaissances et technologies modernes monopolisées essentiellement par les pays riches ont des effets sur les sociétés et les créations culturelles dans les pays dominés. Il va sans dire que les sociétés africaines n'échappent pas à cette mondialisation de la culture au profit des nations riches.

Effectivement, un peu partout en Afrique, les programmes proposés à la radio, à la télévision ainsi que les films diffusés au public sont dans une large mesure tributaires des modèles européens. Cela contribue au modelage de l'univers

et de la manière de vivre des populations africaines dans le sens de la culture dominant sur le plan mondial. Il est vrai que dans des circonstances particulières, cette planétarisation de la culture engendrée par les moyens modernes d'information peut provoquer un effet bénéfique allant dans le sens du rapprochement entre les peuples.

A ce propos, il ne paraît pas superflu d'évoquer la dernière coupe du monde de Foot-ball en 1982, où l'on a pu faire vivre ensemble des milliers de téléspectateurs à partir d'un programme planétarisé constitué par les matches du « Mondial ».

Toutefois, force nous est de reconnaître que cette tendance à la mondialisation de la culture, véhiculée par les moyens modernes d'information, joue toujours en faveur des pays industrialisés qui monopolisent pour l'essentiel la création et la diffusion des matériels sophistiqués ainsi que des programmes correspondants ; à telle enseigne que l'on assiste actuellement à l'émergence de nouveaux thèmes de débat sur le plan international, en l'espèce le nouvel ordre mondial de la culture ou le nouvel ordre mondial de l'information (cf. MONDIA-CULT, conférence de Mexico organisée par l'U.N.E.S.C.O.)

De la part des peuples dominés, on relève plusieurs manières de faire face à cette planétarisation de la culture. La réponse extrême et quelque peu irréaliste réside dans le retour aux traditions avec un esprit passéiste. En effet, prôner le retour aux sources, sans un effort de dynamisation des pratiques traditionnelles ne peut mener que vers l'étouffement des créativités culturelles. Par ailleurs, la mise en relief de l'identité culturelle, la valorisation des traditions dans le but de mieux comprendre le passé, afin de maîtriser le présent pour mieux engendrer le futur, constituent une des réponses possibles.

Dans cet ordre d'idées, on peut relever la dynamisation des valeurs traditionnelles, vécues par les communautés de base, par leur intégration dans un projet de société plus humaine tendant vers la libération totale. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre les expériences menées au sein des villages UJAMAA en Tanzanie ou dans les FOKONOLONA (ancienne communauté de base) renoués et dynamisés à Madagascar.

Une autre alternative réside également dans l'utilisation des technologies modernes pour susciter les créations culturelles au niveau du tiers-monde. Dans cette perspective, on a souvent cité l'expérience japonaise où le respect des cultures traditionnelles ainsi que l'emploi de la langue nationale n'ont pas empêché l'émergence de ce pays dans le concert des nations industrialisées généralement de type européen. Mais pour en revenir aux moyens de communication de masse, il n'est pas superflu d'évoquer les efforts entrepris par certains pays africains pour concevoir des programmes de radio ou de télévision, à partir des données concrètes ainsi que des moyens traditionnels et modernes présents dans le pays. Par ailleurs, les films relatant la vie et la lutte des populations dominées ne cessent de s'affirmer sur le plan mondial ; point n'est besoin de rappeler la percée du cinéma tiers-mondiste dans certains secteurs du public au niveau international. Dans plusieurs

pays africains, cette voie cinématographique considérée comme instrument de lutte et d'expression sur le plan culturel a été explorée jusqu'à un niveau relativement poussé : entre autres, on peut évoquer les efforts des cinastes algériens, mozambicains et sénégalais.

Dans le monde actuel où le développement des forces productives entraîne la planétarisation des modèles culturels, les créativités culturelles au niveau du tiers monde risquent d'être marginalisées à cause de l'insuffisance en moyens matériels et de la pénurie en personnel qualifié ; c'est pourquoi, il paraît opportun de réfléchir sur l'importance de l'école dans la promotion de la culture et de la recherche chez les peuples dominés.

III — L'ECOLE, FOYER DE CULTURE PAR EXCELLENCE

Dans un monde en crise, glissant vers l'uniformisation de la culture au profit des nations riches industrialisées, se pose de la part des pays pauvres marginalisés la question : que faire ? Quelques réponses possibles ont été évoquées sommairement dans le passage précédent ; ici nous nous proposons de jeter les bases d'une réflexion systématique sur l'école, foyer de culture par excellence et qui, de ce fait même constitue un instrument efficace pour la sauvegarde de l'identité culturelle mais aussi pour l'ouverture sur le monde extérieur.

L'école, en tant qu'institution de socialisation de l'individu, constitue un système cohérent à plusieurs niveaux où se créent et se répandent la connaissance ainsi que la culture dans la société. L'école est un foyer culturel par excellence dans les pays dominés, car elle a une emprise effective sur les masses qui espèrent sortir de leur condition sociale en éduquant leurs enfants.

L'institution scolaire intervient dans la reproduction sociale sur deux plans complémentaires. D'une part, elle influe sur la qualification de la force de travail par la formation des cadres, et d'une manière générale, par la préparation des adultes pour la société future ; et d'autre part, elle agit dans la production et la diffusion des connaissances ainsi que de la culture dans la société présente. Tant il est vrai que l'école oriente et modèle les manières de vivre de la société actuelle, voire de la société à venir.

La libération culturelle dans les pays dominés suppose la maîtrise de l'institution scolaire sur les plans quantitatif et qualitatif. Pendant la période coloniale, les modes de pensée traditionnels ont été marginalisés par la culture occidentale imposée dans les écoles qui sont conçues pour servir le système ; on y apprendait alors la langue et le mode de vie du colonisateur.

Un mouvement de libération nationale visant à une indépendance authentique ou à une libération totale ne doit pas négliger la refonte du système éducatif. La révolution culturelle comprend plusieurs dimensions, néanmoins, la restructuration de l'école conformément au projet de société en constitue un élément majeur.

Pour les peuples dominés en lutte pour leur émancipation et leur libération totale, la maîtrise de l'école en tant qu'élément principal pour la réussite de la révolution culturelle nécessite une approche systématique tant sur le plan quantitatif que qualitatif. C'est de l'aspect qualitatif que nous allons discuter sommairement pour terminer cette brève étude.

La réflexion sur l'enseignement, ses fins et ses moyens, remonte à l'Antiquité. En schématisant, l'on pourrait discerner un courant qui met l'accent sur la transmission autoritaire du savoir et sur la volonté de modeler les jeunes esprits selon les normes de l'ordre existant, et un autre courant qui cherche à tirer de l'expérience propre de l'élève et d'un libre jeu de ses facultés son accomplissement par et dans l'acquisition des connaissances.

Dans la Chine antique, Lao Tseu préconise plutôt l'accès au savoir par le jeu de l'expérience personnelle, tandis que Confucius développe un système d'enseignement conservateur et répressif. En Grèce, Platon montre, dans le *Ménon*, que l'esclave lui-même est détenteur de savoirs dont la maïeutique doit permettre à sa pensée d'accoucher, tandis qu'Aristote confère à l'autorité magistrale une sorte de nécessité absolue.

Au Moyen-Age, dans le cadre des grandes religions dominantes, Thomas d'Aquin fera l'apologie du maître, à partir d'Aristote revu et corrigé selon les dogmes chrétiens (XIII^{ème} siècle).

Au siècle précédent, Ibn Roshd (Averroès) avait su distinguer au sein de l'Islam le domaine de la foi ainsi que de la raison et annonce par là-même une pédagogie plus libre et déjà plus moderne. Au XIV^{ème} siècle, Ibn Khaldun fera la part belle à la recherche historique, préparera l'avènement des sciences sociales et proposera une pédagogie souple et respectueuse de l'expérience individuelle.

Durant les temps modernes, l'opposition continue entre les dogmatiques traditionnels (scolastiques) et les dogmatiques opportunistes (jésuites) et les partisans d'une éducation libératrice; Erasme, Rabelais, Montaigne, Locke, Hume, Rousseau, Kant, Herder et bien d'autres.

Toutefois, il faut reconnaître que c'est après la seconde guerre mondiale que nous assistons à une prolifération des recherches portant sur l'enseignement et l'éducation d'une manière générale. En effet, cette période a été jalonnée d'événements majeurs qui ont pu catalyser les études systématiques ayant trait à l'éducation. Depuis 1946, année de sa création, l'U.N.E.S.C.O. a joué jusqu'à présent un rôle primordial dans le développement des sciences de l'éducation. Les mouvements de libération nationale, suivis par les indépendances de plusieurs pays africains dans les années 60, ont suscité également les investigations diverses sur les types d'école à créer en vue de la construction d'une nouvelle société. Cet effort de recherches dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation, a été couronné par l'institution au sein de plusieurs Universités d'une filière de formation en sciences de l'éducation, débouchant sur des diplômes spécifiques.

Les directions de recherches actuelles sur l'enseignement sont bien sûr soutenues par une toile de fond théorique orientée selon l'optique idéologique de

chaque chercheur respectif. Néanmoins, pour l'essentiel, elles gravitent autour des aspects quantitatif et qualitatif de l'appareil éducatif analysé à tous les niveaux.

Sur ce sujet, il ne paraît pas superflu d'évoquer brièvement la problématique posée par les niveaux primaire et secondaire du système éducatif moderne (1).

1. enseignement primaire

L'enseignement primaire constitue la première étape dans tous les systèmes d'enseignement. Il varie en général de 3 à 6 ans selon les pays, les objectifs des systèmes respectifs et les possibilités financières. C'est le niveau le plus important sur le plan quantitatif car son effectif, qui se trouve à la base de la pyramide scolaire, est nécessairement le plus nombreux, en effet, c'est le cycle le plus accessible au plus grand nombre, même si tout le monde n'arrive pas toujours en fin de cycle. La tendance actuelle va même dans le sens d'un enseignement primaire obligatoire pour tous les enfants, tant il est vrai qu'au-delà des anciennes civilisations agro-pastorales, il faut que chacun sache, au minimum, lire, écrire et compter.

Qualitativement, l'école primaire est bien le lieu de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul élémentaire, comme le notait le philosophe Alain vers 1930.

Après les acquisitions réalisées dans le milieu familial, une première manière de se situer dans l'espace et dans le temps, l'enfant reçoit, à l'école primaire, une première initiation à la vie sociale, dont la vie familiale n'est qu'une région, et il apprend à se situer spatio-temporellement dans cette vie plus vaste.

Dans cet ordre d'idées, l'enseignement primaire est le fondement de tout système d'enseignement, tant par son aspect quantitatif que qualitatif, à tel point que certains théoriciens de l'éducation voudraient privilégier ce niveau dans la réflexion, et ce à cause de son influence sur les autres niveaux ainsi que sur les adultes en général.

La crise actuelle de l'école primaire, sous ses diverses formes (excès des messages reçus et non maîtrisés surtout dans les pays technologiquement les plus avancés, difficultés de formation de pédagogues en qualité suffisante dans les autres pays, dévalorisation de la fonction enseignante partout), révèle la crise générale, à la fois économique et culturelle, dans laquelle est plongé le monde contemporain.

Enfin, il n'est pas superflu d'évoquer la notion d'éducation de base introduite au cours des années 70 dans la conception de l'enseignement primaire.

(1) Dans notre communication présentée au 11^{ème} séminaire international d'Alger nous avons déjà livré nos réflexions sur la genèse de l'Université et de l'enseignement supérieur. Cf. « Les intellectuels dans les sociétés en transition ». U.N.U. PROJECT (SCA) Alger 13-17 décembre 1981.

L'éducation de base consiste en un minimum de connaissances intellectuelles et pratiques, voire pré-professionnelles, que l'on veut transmettre à tous les enfants en âge de fréquenter le niveau primaire du système éducatif. Dans cette perspective, le contenu du programme est modifié et orienté selon des objectifs précis. Pour l'essentiel, on vise à ce que les élèves, qui abandonnent en cours de route ou ceux qui arrêtent leurs études à la fin du cycle primaire, puissent posséder un minimum d'éducation de base ; c'est-à-dire un bagage minimum pouvant leur servir à préparer leur vie d'adulte, généralement après un bref passage dans un centre de formation professionnelle ou par le jeu de l'éducation extra-muros.

Ce concept d'éducation de base commence à être admis dans plusieurs pays africains, où la volonté de démocratiser l'enseignement primaire tend à s'imposer ; notamment, à Madagascar depuis 1975, l'enseignement primaire est désigné officiellement par l'expression éducation de base.

De fait, l'instruction primaire se combinant avec l'éducation familiale constituait, dans les sociétés capitalistes du début du siècle, une éducation de base. L'instituteur était alors investi de ce que l'on a pu appeler un « sacerdoce laïque » dont la fonction était de remplacer la formation traditionnelle tombée en désuétude sous les coups de l'industrialisation capitaliste.

Le retour actuel à l'éducation de base provient des difficultés budgétaires énormes que soulève l'encadrement des nouvelles vagues de la poussée démographique dans les pays ex-colonisés où le colonialisme a atrophié la formation des instituteurs en quantité et en qualité nécessaires. Un danger apparaît néanmoins : celui de se contenter d'une instruction au rabais pour la base des sociétés, c'est-à-dire, les masses.

L'enseignement secondaire

Le niveau secondaire reçoit les cohortes venant du primaire, avec une modulation plus ou moins grande des effectifs selon l'importance des déperditions. En général, la durée des études secondaires varie entre 4 et 10 ans selon les systèmes, les objectifs de chaque pays respectif, et les ressources budgétaires dégagées.

On peut distinguer plusieurs types d'enseignement secondaire. Dans le système copié sur le modèle français, il y a d'une part, l'enseignement secondaire général qui dispense des connaissances plutôt fondamentales débouchant sur l'obtention du baccalauréat en vue de l'entrée dans l'enseignement supérieur, et d'autre part, l'enseignement secondaire technique et professionnel conçu en vue de former des agents directement opérationnels, sans une possibilité de continuation des études dans le cursus précédent. Dans d'autres modèles, on accentue la nécessité de la liaison entre enseignement général et enseignement technique, au niveau du premier cycle du secondaire ; et c'est seulement dans le deuxième cycle que l'on institue les écoles secondaires spécialisées débouchant sur un métier, mais avec la possibilité de continuer dans l'enseignement supérieur.

Toutes ces variétés possibles de type d'enseignement dans le niveau secondaire nous montrent sa complexité et son importance. Certes, sur le plan quantitatif, l'enseignement secondaire n'atteint pas l'ampleur du niveau primaire. Par contre, dans la pyramide scolaire, son effectif dépasse largement celui du supérieur. Sur le plan qualitatif, il convient de retenir que c'est surtout dans les études secondaires que l'on approfondit les embryons de connaissances acquis à l'école primaire. Dans une réflexion sur le système éducatif, on pourrait facilement privilégier ce deuxième niveau, dans la mesure où c'est là qu'effectivement se fait la formation intellectuelle technique et idéologique d'un grand nombre de cadres moyens.

A la crise générale actuelle de l'école primaire, correspond une crise, peut-être encore plus grave, de l'enseignement secondaire. Car la nécessité d'approfondir et de développer les acquis du primaire, à supposer que les lycées en disposent effectivement, se heurte à l'irruption de savoirs nouveaux issus des progrès rapides des sciences et des techniques, et aux stimuli pléthoriques venant des moyens de communication de masse (radio, cinéma, télévision). Les difficultés d'assimilation des savoirs augmentent sans cesse et les difficultés de maîtriser la pédagogie du secondaire augmentent aussi.

Jamais, dans le monde entier, le malaise des lycéens et celui de leurs professeurs n'ont été aussi grands. A un monde en crise, correspond, à la limite, un enseignement secondaire en perdition.

Conclusion provisoire

On ne peut pas objectivement conclure une réflexion synthétique portant sur un thème embrassant un domaine très vaste comme la culture et la libération nationale en Afrique. Toutefois, il nous semble opportun d'avancer quelques points de repère susceptibles d'être analysés dans les recherches ultérieures.

Dans l'approche des différentes phases du mouvement de libération totale en Afrique, processus qui comporte des flux et des reflux, la dimension culturelle n'a pas été suffisamment explorée relativement aux questions politiques et économiques.

Les indépendances des pays africains ont été suivies par la volonté d'affirmer l'identité culturelle au niveau national, cependant le développement sans précédent des moyens techniques modernes d'information tend à planétariser la culture occidentale.

L'école, considérée comme foyer de culture par excellence, peut contribuer à la libération culturelle si elle est conçue selon les aspirations des masses. A cet égard, il y a lieu de noter les deux idées-force ci-après.

La révolution culturelle menée par les peuples dominés nécessite une démocratisation de l'école, en ce sens que le système d'enseignement doit viser à l'élar-

gissement de la base culturelle consciente de la société ; cependant, cela ne devrait pas jouer au détriment de la qualité de l'enseignement.

Une école destinée à approcher les masses en Afrique doit être africanisée ; cette africanisation de l'école comporte au moins trois dimensions :

Introduction méthodique des langues africaines dans l'enseignement tout en maintenant la maîtrise d'une langue internationale, tant il est vrai que le bilinguisme n'est pas un luxe, mais c'est une nécessité :

Africanisation progressive du corps enseignant tout en gardant un minimum d'éléments étrangers, surtout à l'Université, pour assurer l'ouverture sur le monde extérieur ;

Africanisation du contenu des programmes sans oublier le caractère universel des connaissances et de la culture.

Dans cette étude nécessairement limitée, nous avons cru devoir privilégier l'école au cours de nos réflexions, cependant, pour rendre compte des dimensions culturelles dans le processus de libération nationale en Afrique, on aurait pu également isoler d'autres institutions importantes ; à titre d'exemple, il y a lieu de citer l'influence sur l'univers culturel des sociétés africaines de la religion avec ses trois composantes historiques en Afrique, à savoir, l'héritage traditionnel, l'islam et le christianisme.

François Rajaoson
Recteur de l'Université
de Madagascar